



**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**MISSION DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ  
ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Opération : **Palais de Tokyo – Remise à niveau technique partielle**

Objet du marché : **Mission de coordination et protection de la santé (C.S.P.S)**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

Date : **Juin 2025**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1 - Objet du marché .....	4
1.2 - Découpage en tranches .....	4
1.2.1 – Composition des tranches.....	4
1.2.2 - Affermissement des tranches.....	5
1.2.3 - Indemnité d’attente .....	5
1.2.4 - Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle .....	5
1.3 - Intervenants .....	5
1.3.1 - Maîtrise d’ouvrage .....	5
1.3.2 – Mandataire de la maîtrise d’ouvrage .....	5
1.3.3 - Maîtrise d’œuvre .....	5
1.3.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination .....	5
1.3.5 - Contrôle technique .....	5
1.3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
1.4 - Conditions d'exécution des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) .....	6
1.4.1 – Cadre général.....	6
1.4.2 - Moyens matériels.....	6
1.4.3 - Obligations générales du titulaire.....	6
1.4.4 - Autorité .....	7
1.5 - Mode d'attribution des travaux .....	8
1.6 - Sous-traitance .....	8
1.7 - Conduite des prestations.....	8
1.8 - Décision de poursuivre et avenant .....	9
1.9 - Prestations similaires .....	9
1.10 - Travail dissimulé .....	9
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
2.1 - Pièces particulières .....	9
2.2 - Pièces générales.....	10
ARTICLE 3 - ROLE ET MISSIONS DU COORDONNATEUR .....	10
3.1 - Élaboration du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) et de ses annexes.....	10
3.1.1 - Obligations générales.....	10
3.2 - Intervention dans l'élaboration et la mise au point des documents de consultation des entreprises .....	11
3.3 - Ouverture et tenue du registre journal de la coordination .....	11
3.4 - Établissement du projet de règlement de fonctionnement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) .....	12
3.5 - Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	12
3.5.1 - Inspection des lieux.....	13
3.5.2 – Consignes communiquées aux entreprises.....	13
3.6 - Contrôle des accès au chantier et lutte contre le travail dissimulé .....	13
3.7 - Exploitation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).....	13
3.8 - Application des mesures de coordination .....	14
3.8.1 - Mesures générales.....	14
3.8.2 - Actions courantes .....	14
3.9 - Présidence du CISSCT .....	15
3.10 - Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).....	16
3.10.1 - Contenu du DIUO.....	16
3.10.2 - Préparation du DIUO.....	16
ARTICLE 4 – DÉROULEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	17
4.1 - Phase “Etudes”.....	17
4.1.1 - Intervention initiale.....	17
4.1.2 - Intervention en phase Avant-projet sommaire (APS) .....	17
4.1.3 - Intervention en phase Avant-projet définitif (APD).....	17
4.1.4 - Intervention en phase PRO-DCE.....	18
4.1.5 - Intervention en phase ACT .....	18
4.2 - Phase “Travaux” .....	18

4.2.1 - Intervention en phase de réalisation des ouvrages .....	18
4.2.2 - Intervention de fin de mission.....	19
ARTICLE 5 - PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE LA MISSION.....	19
5.1 - Forme et contenu des prix .....	19
5.2 - Détermination des prix de règlement .....	19
5.2.1 - Nature des prix .....	20
5.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché.....	20
5.2.3 - Choix de l'index de référence.....	20
5.2.4 - Modalités d'actualisation des prix.....	20
5.2.5 - Modalités de révision des prix.....	20
5.3 - Modalités de règlement.....	20
5.3.1 - Avance .....	20
5.3.2 - Acomptes .....	21
5.3.3 - Paiement du solde - Décompte final - Décompte général.....	23
ARTICLE 6 - ARRÊT DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	23
ARTICLE 7 - RESILIATION .....	23
7.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général .....	24
7.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire .....	24
7.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques.....	24
ARTICLE 8 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI .....	24
8.1 Durée du marché .....	24
8.2 - Délais d'exécution des prestations .....	24
8.2.1. Prestation relevant de la partie forfaitaire.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8.2.2 - Phase de réalisation des ouvrages.....	25
8.3 - Prolongation du délai d'exécution.....	25
8.4 - Pénalités .....	25
8.4.1 - Généralités.....	25
8.4.2 - Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations.....	26
8.4.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail .....	26
8.4.4 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux .....	26
ARTICLE 9 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION .....	26
ARTICLE 10 - CLAUSES DIVERSES .....	27
10.1 - Cautionnement - Retenue de garantie .....	27
10.2 - Assurances .....	27
10.2.1 - Responsabilité professionnelle autre que décennale .....	27
10.2.2 - Assurance complémentaire .....	27
10.2.3 - Justification.....	27
ARTICLE 11 - UTILISATION DES RÉSULTATS .....	27
ARTICLE 12 - OBLIGATION DE DISCRÉTION .....	28
ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	28
ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES.....	28
<b>14.1 - Le traitement des données essentielles du marché public .....</b>	<b>28</b>
<b>14.2 - Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles .....</b>	<b>29</b>
ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI .....	29

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Objet du marché**

#### **1.1.1 – Objet de l’opération**

Le présent marché porte sur l’opération de remise à niveau technique partielle du Palais de Tokyo.

L’objectif principal de l’opération est de rénover le clos-couvert et les installations courant fort et de remplacer les éléments amiantés au cours d’une opération de travaux qui se déroulera lors de la fermeture du Palais de Tokyo et qui devra être réduite autant que possible. Si les conditions de réalisation le permettent, des travaux sur les installations courant faible ainsi que sur les équipements de chauffage, ventilation et climatisation pourront être envisagés.

Le but de ces travaux est d’améliorer les performances environnementales du bâtiment en cohérence avec le niveau d’intervention envisageable au regard des contraintes du site, ainsi que le confort thermique des espaces de travail.

L’opération est décrite dans le Programme Technique Détaillé (PTD) joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Il s’agit d’une opération de catégorie 1 au sens de l’article R. 4532-1 du Code du travail qui requiert un coordonnateur de niveau I.

#### **1.1.2 – Définition de la mission**

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) des travailleurs dans le cadre des travaux de remise à niveau technique partielle du Palais de Tokyo.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs concernée est décrite au présent marché en application des articles R. 4532-20 à -22 du Code du travail. Elle porte à la fois sur les phases d’étude, de réalisation et de réception des travaux.

Le titulaire du présent marché est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs, pouvant s’appliquer à l’opération susvisée.

#### **1.1.3 – Forme du marché**

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire.

#### **1.1.4 – Phases de la mission**

La mission confiée au titulaire comporte les phases suivantes :

Phase conception  
Phase préparation de chantier  
Phase exécution des travaux  
Phase réception des ouvrages

### **1.2 - Découpage en tranches**

#### **1.2.1 – Composition des tranches**

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme porte sur la phase étude (jusqu’au stade de l’APD de la maîtrise d’œuvre),
- la tranche optionnelle porte sur la fin de la phase étude (PRO/DCE) et la réalisation des ouvrages jusqu’à la réception des travaux

### 1.2.2 - Affermissement des tranches

La tranche optionnelle du marché sera affermée par une décision de l'acheteur notifiée au titulaire au plus tard 1 an après la notification du marché au titulaire.

### 1.2.3 - Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

### 1.2.4 - Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par l'acheteur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit au titulaire.

## 1.3 - Intervenants

### 1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) du ministère de la culture.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

### 1.3.2 – Mandataire de la maîtrise d'ouvrage

Le mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la convention de mandat du 9 juillet 2024 est :

L'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC),  
Représenté par son président, Christian Mourougane

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur » ou « le pouvoir adjudicateur ».

### 1.3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est confiée au groupement d'opérateurs économiques composé de AGENCE ENGASSER ET ASSOCIES (Mandataire), ARTELIA, RFR et AAGROUP.

### 1.3.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination

L'OPC n'a pas encore été désigné à ce stade du projet.

### 1.3.5 - Contrôle technique

Le maître d'ouvrage est assisté d'un Contrôleur Technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 125-1 et suivants et les articles R. 125-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au Contrôleur Technique sont relatives :

- à la solidité des ouvrages (type L)
- à la sécurité des personnes (type SEI)
- à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées (type HAND)
- à la compatibilité des travaux avec l'existant (mission LE)
- à la solidité des équipements non indissociablement liés (mission P1)
- au fonctionnement des installations (mission F)
- à l'isolation acoustique des bâtiments (mission Ph)
- à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (mission Th)

- à la gestion technique du bâtiment (mission GTB)
- à la conformité du règlement de la construction (isolation phonique, thermique, sécurité incendie, électricité, conduits de fumée, ventilation, ascenseurs, ...) (mission CRC)

Le Contrôleur Technique n'a pas encore été désigné à ce stade du projet.

#### 1.3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission CSSI sera assurée par le maître d'œuvre.

### **1.4 - Conditions d'exécution des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)**

#### 1.4.1 – Cadre général

Le titulaire a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4121-1 à -5, L. 4122-1 et L. 4612-9 du Code du travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier pendant la phase de réalisation des ouvrages et de prévoir, lorsqu'elle s'impose l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le titulaire devra veiller à rappeler, dans son Plan Général de Coordination (PGC), l'ensemble des réglementations applicables aux travaux à réaliser.

Les conditions particulières d'exercice de la mission de coordination-sécurité sont déterminées dans le présent CCP et ses annexes, étant entendu que les informations figurant dans ces annexes sont indicatives et sujettes à adaptations.

#### 1.4.2 - Moyens matériels

Le titulaire a libre accès au chantier et au bureau de chantier en respectant les principes de sécurité.

L'acheteur prendra toutes les mesures utiles pour que le titulaire puisse se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.).

L'acheteur informe le titulaire des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le titulaire est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### 1.4.3 - Obligations générales du titulaire

Le titulaire exerce sa mission pour le compte de l'acheteur auprès de tous les intervenants énumérés à l'article 1.3 du CCP et, d'une manière générale, de tout intervenant à un titre quelconque dans l'opération. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant du statut et des obligations de chacun.

La mission du titulaire comporte la mise en place d'outils adaptés permettant une saisie facile et instantanée des événements et situations réels, tant pour la conception que pour la réalisation, en vue d'informer le représentant de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire proposera ses outils en temps utile, pour les différentes phases de sa mission.

Le titulaire organisera des réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensables au bon déroulement de sa mission, notamment :

- les réunions avec la maîtrise d'œuvre pour la préparation et la rédaction du chapitre du plan général de coordination (PGC) concernant les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le titulaire et l'évaluation des risques notamment en matière de pollution et de chute de hauteur ;

- les groupes de travail sur l'élaboration du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) avec la maîtrise d'œuvre et les futurs utilisateurs de l'ouvrage.

Le titulaire a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, ce dernier le rendant destinataire de tous les documents intéressant sa mission.

Il assiste aux réunions lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Il est présent sur le chantier en tant que de besoin, et assiste de droit à toutes les réunions de chantier.

Ces réunions feront l'objet de comptes-rendus établis par le titulaire. Le délai accordé au titulaire pour la rédaction des comptes-rendus de réunions est de 2 jours.

#### 1.4.4 - Autorité

L'acheteur et le maître d'œuvre informent le titulaire, sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination et de protection qu'il a définies dans son plan général de coordination (PGC), sa notice, ainsi que les manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Les modalités pratiques de la coopération entre les intervenants et le titulaire sont consignées dans les marchés conclus par l'acheteur.

Le titulaire ne disposera d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises, du maître d'œuvre, et n'aura pas à se substituer à ceux-ci.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire pourra cependant librement informer les entreprises et le maître d'œuvre.

Si les marchés de travaux le prévoient, le titulaire propose à l'acheteur l'application de pénalités pour les entrepreneurs qui ne respectent pas les mesures prévues au plan général de coordination.

Il est fait mention de ces violations dans le registre journal de la coordination. Cette information doit être confirmée par écrit par lettre adressée au contrevenant avec copie à l'acheteur.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, exposition au plomb, exposition à l'amiante, etc.), le titulaire doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il prévient aussitôt l'acheteur et le maître d'œuvre de l'incident et des mesures qu'il aura prescrites.

En cas de refus de l'entrepreneur, le titulaire peut solliciter le maître d'œuvre pour l'établissement d'un ordre de service relatif à l'arrêt de tout ou partie du chantier et la mise en place des mesures qu'il aura définies.

Si ses remarques n'étaient pas suivies d'effets ou si elles étaient contestées, le titulaire en informera l'acheteur pour que celui-ci prenne en compte les mesures nécessaires ou lui attribue les moyens de faire.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par l'acheteur, après avis du titulaire, sont également consignées dans le registre journal. Il sollicite des autorités concernées les réponses à ces observations.

Si le titulaire formule des observations, il les transmet à l'acheteur, avec information aux intervenants concernés.

Le titulaire organise entre les différentes entreprises, présentes ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les observations du titulaire sont prises en compte par l'acheteur. Si l'acheteur décide de ne pas faire respecter des observations du titulaire, il doit proposer soit des solutions au moins équivalentes en matière de santé et de sécurité, soit justifier son refus.

Le titulaire est destinataire de droit de toutes les remarques des différents intervenants dans l'acte de construire concernant la sécurité et la protection de la santé.

Le titulaire représente, pour ce qui le concerne, l'autorité compétente visée à l'article 31.4.1 du CCAG-Travaux. En cas d'inobservation des prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé, il pourra intervenir auprès du maître d'œuvre, dans le cadre des dispositions de l'article 31.4.4 du CCAG-Travaux. En cas d'urgence ou de danger imminent, l'ajournement total ou partiel des travaux pourra être décidé, conformément à l'article 53 du CCAG-Travaux.

Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants est soumis à l'acheteur.

### **1.5 - Mode d'attribution des travaux**

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en marché global et feront l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lots se fait en concertation avec l'acheteur au niveau de l'avant-projet définitif (APD).

A cette fin, le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

### **1.6 - Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas autorisée.

### **1.7 - Conduite des prestations**

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement.

Les personnes physiques désignées doivent, en permanence durant la totalité de la mission, posséder l'attestation de compétence visée à l'article R 4532-31 du Code du travail.

Pour cette opération, le coordonnateur désigné et son suppléant doivent disposer des attestations de compétence de niveau 1 pour la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pour la phase de réalisation de l'ouvrage.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai de 3 jours.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage tout changement affectant cette personne.

Le remplaçant devra justifier de sa compétence au sens des articles R. 4532-17 à -19 du Code du travail, d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée en annexe à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'une mention au registre-journal et d'un procès-verbal.



### **1.8 - Décision de poursuivre et avenant**

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant, soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à **20%** du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

### **1.9 - Prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### **1.10 - Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - annexe 1 : Organigramme de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission ;
  
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 5 annexes :
  - annexe 1 : Programme général et ses annexes ;
  - annexe 2 : Calendrier de l'opération ;
  - annexe 3 : Convention EDIFLEX ;
  - annexe 4 : Plans ;
  - annexe 5 : Dossier Technique Amiante ;
  
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  
- L'offre technique du titulaire.

## **2.2 - Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.
- Les articles R. 4532-1 et suivants du Code du travail concernant la santé et la sécurité des travailleurs.

Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil, issu de l'arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux de génie civil.

## **ARTICLE 3 - ROLE ET MISSIONS DU COORDONNATEUR**

### **3.1 - Élaboration du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) et de ses annexes**

#### **3.1.1 - Obligations générales**

Le PGCSPS sera élaboré sur la base des documents fournis par l'acheteur et le maître d'œuvre et finalisé lors de l'approbation du dossier de consultation des entreprises par l'acheteur.

Ce plan, qui est joint au dossier de consultation des entreprises en annexe au CCTP, définira le plus précisément possible, l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. Il prendra en compte les risques plomb et amiante que présente l'opération.

Le titulaire devra y intégrer toutes les études réalisées et dossiers techniques regroupant des informations relatives à la recherche et à l'identification de matériaux contenant de l'amiante et du plomb.

Le plan général ou simplifié de coordination inclura notamment :

- La cartographie initiale du plomb (matériaux, parois etc) qui est le diagnostic plomb avant travaux ;
- Un constat complémentaire de relevé surfacique du plomb ayant valeur d'état 0 de la zone de chantier et des espaces publics environnants ;
- Le PGC distinguera :
  - Les zones contenant du plomb dans leurs matériaux sur lesquels des travaux sont prévus ;
  - Les zones contenant du plomb dans leurs matériaux mais sur lesquels aucun travaux n'est prévu ;
  - Les zones ne contenant pas de plomb dans leurs matériaux.
- Les mesures à la charge de l'entreprise pour évaluer le risque d'exposition au plomb pour les zones inaccessibles avant démolition, ;
- La définition des interventions susceptibles de nécessiter un protocole plomb ;
- Les dispositifs d'organisation spatiale du chantier pour éviter au mieux les allers-retours entre les zones « plombées » et les zones « saines » ;
- La caractérisation des protections collectives ;
- La planification du contrôle par des prises de mesures d'air et du suivi au test lingette pour identifier les dispersions inattendues ;
- Le protocole de gestion des déchets (définition d'une zone de stockage sur site puis évacuation) ;

- Les conditions de mise à jour de la cartographie de risque d'exposition au plomb en phase chantier par les entreprises et le CSPS de façon à ajuster, tout au long du chantier, l'organisation spatiale de circulation des personnels.

Il sera tenu à jour pendant toute la durée des travaux par le titulaire et archivé par l'acheteur.

Il devra pouvoir être consulté sur le chantier par :

- le médecin du travail ;
- les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des entreprises présentes sur le chantier ;
- les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) ;
- les institutions (inspection du travail, OPPBTP, CRAM),

et leur être adressé sur simple demande.

Le CSPS devra proposer et annexer au PGCSPPS les documents suivants :

- règlement de chantier ;
- ensemble des diagnostics et données connues sur le risque amiante ;
- ensemble des diagnostics et données connues sur le risque plomb ;
- modalités de contrôle d'accès au chantier ;
- fiche individuelle d'accueil et de formation,

et autres documents adaptés aux caractéristiques du projet et dont le CSPS peut être à l'initiative.

### **3.2 - Intervention dans l'élaboration et la mise au point des documents de consultation des entreprises**

Le titulaire aura à définir les sujétions de mise en place et d'utilisation concernant :

- les protections collectives ;
- les appareils de levage ;
- les accès provisoires ;
- les installations générales ;
- les installations électriques.
- les installations liées au Plan de retrait amiante ou à toute autre protection liée au risque Amiante ;
- les installations liées au risque plomb.

Il fera mentionner dans les documents de consultation des entreprises, leur répartition entre les différents lots ou corps d'état.

Sera également joint au dossier de consultation des entreprises, le projet de règlement de fonctionnement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) (voir article 3.4).

### **3.3 - Ouverture et tenue du registre journal de la coordination**

Le titulaire ouvre le registre-journal dès la notification de son marché et il l'identifie, le cote et le paraphe.

Les événements y sont enregistrés au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

Le titulaire les consignera, le fera viser par les intervenants concernés et enregistrera leurs réponses éventuelles.

Seront principalement enregistrés :

1/ Les comptes-rendus de ses visites et des inspections communes :

- les consignes générales à transmettre ;
- les observations particulières transmises à chaque entreprise intervenante sur le chantier (sous-traitants compris).

2/ Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire à l'acheteur, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier.

3/ Dès qu'il en a connaissance :

- les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants ;
- la date approximative d'intervention de chacun d'eux ;
- l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier par entreprise ;
- la durée prévue des travaux.

Ces informations sont, si nécessaire, précisées au moment de l'intervention sur le chantier et tenues à jour.

4/ Les procès-verbaux des réunions du CISSCT.

5/ Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder (le cas échéant).

6/ En fin d'opération, le titulaire devra compléter le registre-journal par la copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) dressé lors de la réception de l'ouvrage.

Le titulaire présentera le registre-journal, sur leur demande :

- à l'acheteur ;
- au maître d'œuvre ;
- au représentant de l'OPPBTP ;
- au représentant de la CRAM ;
- aux membres du CISSCT (le cas échéant).

Le titulaire conservera le registre-journal pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

A la réception de sa prestation, le titulaire remettra une copie certifiée conforme à l'original du registre-journal à l'acheteur.

A l'issue du délai de 5 ans, le titulaire remettra l'original du registre-journal à l'acheteur pour être archivé avec les pièces du marché.

### **3.4 - Établissement du projet de règlement de fonctionnement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)**

Joint au dossier de consultation des entreprises, le projet de règlement précisera notamment :

- la fréquence des réunions adaptée aux travaux ;
- la procédure propre à la sécurité collective ;
- les conditions de vérification de l'application des mesures ;
- la procédure de règlement des difficultés entre ses membres ;
- les attributions du Président.

### **3.5 - Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

Préalablement à toute intervention des entreprises sur le chantier, le titulaire aura à communiquer avec le responsable de l'établissement en activité (occupant des lieux) et avec les entreprises.

#### 3.5.1 - Inspection des lieux

Avec le responsable de l'établissement, le titulaire procédera à une inspection des lieux visant à :

- délimiter le chantier ;
- matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
- préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
- définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel ;
- arrêter les consignes de sécurité ;
- définir les mesures conservatoires de sécurité à mettre en place, liées à la poursuite de l'exploitation de l'établissement pendant les phases travaux et de réception.

#### 3.5.2 – Consignes communiquées aux entreprises

Avec les entreprises, le titulaire communiquera :

- les consignes de sécurité arrêtées avec le responsable de l'établissement ;
- l'organisation des premiers secours en cas d'urgence ;
- la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

### 3.6 - Contrôle des accès au chantier et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire proposera les modalités de contrôle d'accès devant être appliquées par les entrepreneurs et le dispositif d'identification des intervenants sur le chantier prévu à l'article 31-5 du CCAG-Travaux. Il veillera à l'application des modalités retenues.

### 3.7 - Exploitation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Le titulaire recevra des entreprises titulaires ou sous-traitantes, un PPSPS dans les 8 jours suivant la notification de leur marché ou contrat de sous-traitance.

Il sera tenu de :

- communiquer dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants,
- transmettre sur leur demande à chaque entrepreneur les PPSPS établis par les autres entrepreneurs,
- communiquer aux autres entrepreneurs les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de co-activité.

A réception des PPSPS, le titulaire vérifiera leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procédera aux adaptations du plan général ou fera harmoniser les PPSPS entre eux et/ou par rapport au plan général.

Il retournera dans un délai de 10 jours aux entrepreneurs un exemplaire de leur PPSPS revêtu de son visa.

<b>SO</b>	Sans observation	Le document est accepté
<b>AO</b>	Avec observation(s)	L'entreprise poursuit ses activités en tenant compte de la ou des observations. Le PPSPS fixera le délai dans lequel l'entreprise devra fournir les documents rectifiés.

<b>AR</b>	Avec réserve(s)	L'entreprise ne peut poursuivre ses activités qu'après avoir levé la ou les réserves, elle rectifie le document et le transmet sous un délai de 5 jours calendaires.
<b>RE</b>	Refusé	Le document est refusé, les observations ou réserves sont trop nombreuses ou trop importantes, l'entreprise doit représenter un nouveau document sous un délai de 7 jours.

### 3.8 - Application des mesures de coordination

Le titulaire sera astreint de satisfaire une série de mesures générales et de mener des actions courantes ou ponctuelles relatives aux mesures de prévention prescrites par la réglementation ou adoptées par le CISSCT.

#### 3.8.1 - Mesures générales

Le titulaire devra organiser entre les différentes entreprises présentes ensemble ou non sur le chantier, y compris les entreprises sous-traitantes, et si nécessaire, en lien avec les organismes de contrôle compétents :

- la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales ;
- leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes sécurité-santé.

En outre, il devra veiller à la santé des travailleurs.

Le titulaire devra procéder avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci et avant remise du PPSPS, à une inspection commune du chantier en précisant, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, notamment :

- les consignes à observer ou à transmettre ;
- les observations particulières de sécurité prises pour l'ensemble de l'opération ;
- la remise du modèle de fiche individuelle d'accueil et de formation ;
- les risques de pollution ;
- de chute de chaleur ;
- les mesures à mettre en œuvre pour tenir compte des risques identifiés ;
- le risque de charge lourde (trouble musculo squelettique).

Le titulaire proposera des mesures générales d'organisation du chantier en fonction des méthodologies de retrait ou de confinement liées au risque amiante et plomb.

Le titulaire devra veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

Le titulaire devra tenir à jour et adapter le plan général de coordination en prenant en considération les PPSPS, les éventuels plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du travail, l'évolution du chantier, et veiller à son application.

Autant que de besoin, le titulaire complète et tient à jour les informations suivantes, à savoir :

- nom et adresse du coordonnateur de sécurité et de santé ;
- nom(s) et adresse(s) du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) ou contrat(s) déjà désigné(s) ;
- nom(s) et adresse(s) du (des) sous-traitant(s) pressenti(s) ;
- effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier ;
- nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier.

Le titulaire complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

#### 3.8.2 - Actions courantes

- 1/ Suivre le chantier en particulier par des visites régulières lors des réunions hebdomadaires de chantier et à l'occasion de visites non-programmées. Le titulaire doit se conformer à la réglementation liée à la prévention du risque amiante et du risque plomb lors de ses visites de chantier (port des EPI, formation décontamination, ...).
- 2/ Collecter les fiches individuelles d'accueil et de formation des intervenants sur le chantier.
- 3/ Signaler aux responsables des entreprises concernées tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation ou adoptées par le Collège Inter-entreprises de Sécurité Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ou simplement prévues au plan de sécurité de l'établissement le cas échéant.
- 4/ Étudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions.
- 5/ Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et emplois des dispositifs de sécurité.
- 6/ Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs et, plus particulièrement, à la prévention des maladies professionnelles.
- 7/ S'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son plan particulier de sécurité.
- 8/ Veiller à l'exécution de toutes les décisions prises par le CISSCT.
- 9/ Suggérer à l'acheteur de provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées.
- 10/ Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité.
- 11/ Organiser les différentes manifestations préconisées par le CISSCT pour la formation du personnel du chantier en matière de sécurité.
- 12/ Proposer au CISSCT toutes dispositions nouvelles qui lui paraîtraient nécessaires.
- 13/ Collecter, après annotation, les rapports d'accidents corporels établis par les entreprises en vue d'un examen en réunion de CISSCT.
- 14/ Dresser et tenir à jour les statistiques d'accidents.
- 15/ A la suite d'un accident grave, établir et diffuser (aux membres du CISSCT, à l'acheteur, et au maître d'œuvre) l'arbre des causes de cet accident, rechercher des solutions afin que d'autres accidents de ce type ne se reproduisent pas.
- 16/ Etablir les procès-verbaux des réunions du CISSCT et les diffuser.
- 17/ Présenter le compte rendu de son activité depuis la réunion précédente à chaque réunion du CISSCT.
- 18/ Fournir à l'acheteur les éléments nécessaires pour la ventilation des dépenses que celui-ci fera effectuer au titre de la sécurité-santé.

### **3.9 - Présidence du CISSCT**

En sa qualité de président, le titulaire :

- réunira le CISSCT en vue d'adopter le règlement intérieur du collège ;
- transmettra le règlement adopté aux institutions avec le procès-verbal d'adoption ;

- convoquera le collège pour la première fois dès que deux entreprises seront présentes sur le chantier ;
- organisera et convoquera ensuite le collège selon la fréquence prévue par le règlement intérieur ou sur demande particulière ou à la suite d'un accident grave ou ayant pu l'être. La convocation est envoyée 5 jours au moins avant la réunion à tous les membres du collège ainsi qu'aux institutions. Le procès-verbal de la séance précédente est joint à cet envoi ;
- établira les procès-verbaux de réunion qui feront ressortir :
  - . l'ensemble des décisions prises par le collège ;
  - . le compte rendu des inspections de chantier ;
  - . la formation aux postes de travail dispensée et les formations sécurité complémentaires.

Les procès-verbaux seront transmis aux CHSCT des entreprises intervenantes dont les membres peuvent interpellé par écrit le président du CISSCT, lequel doit alors répondre également par écrit.

Ils seront inscrits et annexés au registre-journal.

### **3.10 - Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

#### **3.10.1 - Contenu du DIUO**

Le DIUO rassemble sous bordereau tous les documents, notamment plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Outre ces documents, le DIUO mentionnera les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 du Code du travail ;
- l'accès en couverture ;
- faciliter l'entretien des façades et notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- faciliter les travaux d'entretien intérieur.

Ce dossier indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Enfin, devront figurer dans le DIUO, les dispositions relatives à la mise en œuvre des principes généraux de la prévention appliqués aux interventions ultérieures.

#### **3.10.2 - Préparation du DIUO**

Le titulaire prépare la constitution du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement des études. Il analyse les documents d'études en vue de détecter les risques professionnels et de veiller à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dès sa désignation, le titulaire recense, avec les différents acteurs de l'opération, en particulier le maître d'œuvre et le futur utilisateur, les interventions ultérieures sur l'ouvrage normalement prévisibles.

Le titulaire et le maître d'œuvre effectuent une analyse des risques pour chaque intervention ultérieure recensée et proposent à l'acheteur des solutions en tenant compte des principes généraux de prévention, de la faisabilité technique et des risques résiduels et induits éventuels.

Les analyses de risques et les propositions de solutions doivent tenir compte :

- de la nature de la tâche à effectuer ;
- du lieu où va se dérouler l'intervention ultérieure ;
- des contraintes d'exploitation de l'ouvrage ;
- de la périodicité et de la durée de l'intervention ultérieure ;
- de l'intervenant qui va effectuer l'intervention ultérieure ;



- du matériel ou des matériaux à approvisionner ou à évacuer.

L'acheteur décide des solutions à retenir et les intègre dans les pièces destinées à la consultation des entreprises.

Le titulaire définit avec le futur utilisateur les dispositions organisationnelles à respecter par les opérateurs lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le titulaire remettra le DIUO à l'acheteur lors de la réception de l'ouvrage ou au plus tard 1 mois après la date d'effet de la réception des travaux.

Cette transmission fera l'objet d'un procès-verbal qui sera joint au dossier.

## **ARTICLE 4 – DÉROULEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Il est précisé que chaque phase décrite aux articles [4.1](#) et [4.2](#) du présent CCP correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

### **4.1 - Phase "Etudes"**

Durant toute la phase d'études, le coordonnateur participera aux réunions organisées par l'acheteur et le maître d'œuvre dont l'ordre du jour concerne la sécurité et la protection de la santé.

Lors de ces réunions et entre celles-ci, le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les dispositions qu'il jugera opportun.

Ces avis seront consignés au registre-journal et intégrés dans le PGCSPS et le DIUO dont les mises à jour successives seront remises en cinq exemplaires à l'acheteur à l'issue de chacune des phases.

L'ensemble des documents écrits devra être remis à l'acheteur sous format « .pdf »

#### **4.1.1 - Intervention initiale**

Dans un délai de 7 jours suivant la notification de son marché, le titulaire :

- procédera à l'ouverture du registre-journal ;
- établira un sommaire du PGCSPS avec ses annexes ;
- établira un sommaire du DIUO.

#### **4.1.2 - Intervention en phase Avant-projet sommaire (APS)**

Au cours de cette phase, le titulaire complète au fur et à mesure de l'avancement des études, le PGCSPS et le DIUO. Il analyse les rendus de la maîtrise d'œuvre à l'issue de la phases APS et rend un avis formalisé.

Il répond aux demandes des différents intervenants relatives à la sécurité et la protection de santé dans le cadre de l'élaboration du projet.

Il participera à 2 réunions avec la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre pour échanger sur les rendus de la phase APS.

#### **4.1.3 - Intervention en phase Avant-projet définitif (APD)**

Au cours de cette phase, le titulaire complète, au fur et à mesure de l'avancement des études, le PGCSPS et le DIUO. Il analyse les rendus de la maîtrise d'œuvre à l'issue de la phase APD et rend un avis formalisé.

Il répond aux demandes des différents intervenants relatives à la sécurité et la protection de santé dans le cadre de l'élaboration du projet.

Il participera à 2 réunions avec la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre pour échanger sur les rendus de la phase APD.

#### 4.1.4 - Intervention en phase PRO-DCE

Dans cette phase, le titulaire établit les pièces relatives à sa mission qui sont à intégrer dans le dossier de consultation des entreprises. Par ailleurs, il participe à sa rédaction.

Il analyse les systèmes constructifs possibles et formule à la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre tous les avis utiles concernant la faisabilité, au moindre risque, des ouvrages.

Il participera à 2 réunions avec la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre pour échanger sur les rendus de la phase PRO-DCE.

Il remet à l'acheteur aux fins de les joindre au dossier de consultation des entreprises :

- 1/ le PGCSPS ;
- 2/ le projet de règlement du CIHSSCT.

#### 4.1.5 - Intervention en phase ACT

L'analyse des candidatures et des offres remises dans le cadre de la consultation des entreprises relève des missions du maître d'œuvre.

Cependant, des variantes pourront avoir été proposées par les entreprises qui seraient susceptibles de modifier les hypothèses prises en compte par le titulaire dans le cadre du PGCSPS en particulier.

Le maître d'œuvre analyse les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres ; le maître d'œuvre devra analyser les mémoires méthodologiques des entreprises au regard de la réglementation relative aux risques sur la santé des travailleurs.

Dans ces conditions, l'acheteur transmettra au titulaire les descriptifs de ces variantes, afin que celui-ci puisse donner son avis sur celles-ci dans le cadre de l'analyse des offres.

### 4.2 - Phase "Travaux"

#### 4.2.1 - Intervention en phase de réalisation des ouvrages

En phase travaux, le titulaire a pour mission de :

- organiser et faire respecter la coordination ;
- mettre à jour le PGC ;
- contrôler ou faire contrôler les accès de chantier et les dispositifs d'identification des entreprises ;
- tenir à jour le registre-journal ;
- procéder avec les entreprises à la visite d'inspection commune ;
- tenir à jour le DIUO ;
- recevoir, valider et diffuser les PPSPS ;
- présider le CIHSSCT.

Il sera porté une attention au risque incendie en phase travaux. Les points suivants seront examinés :

- Sécurité électrique (*coupure unique en fin de chantier si prévu*).
- Isolement (emplacement et/ou protection) des lieux de stockage des matériaux.

- Isolement de la base vie et surveillance du niveau de sécurité interne (rangement, stocks anarchiques sources de foyers potentiels).
- *Signature des permis feu (option selon chantier).*
- Surveillance de la présence de matériel d'extinction.
- Surveillance du maintien d'un nombre suffisant de moyen d'évacuation du personnel et d'accès des services de secours.

#### 4.2.2 - Intervention de fin de mission

En fin de mission, le titulaire remettra à l'acheteur :

- Le plan général de coordination (PGCSPS) dans les conditions fixées prévues aux articles R. 4532-42 et suivants du Code du travail ;
- Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), dans les conditions prévues aux articles R. 4532-95 à -98 du Code du travail, et de l'article 3.10 du CCP ;
- Une copie certifiée conforme par le titulaire du registre-journal. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le titulaire en conserve l'original pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage ;
- Les comptes-rendus du collège inter-entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

## ARTICLE 5 - PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE LA MISSION

### 5.1 - Forme et contenu des prix

Le prix rémunérant les prestations objet du marché est un prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont exprimés hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (conformément à l'article 10.1 du CCAG-PI).

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Les frais de reprographie sur site seront pris en compte sur le compte des dépenses communes.

### 5.2 - Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux stipulations définies ci-après

#### 5.2.1 - Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

#### 5.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M ZERO » (m0) fixé dans l'acte d'engagement.

#### 5.2.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING – Base 2010 (identifiant 001711010) publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

#### 5.2.4 - Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

#### 5.2.5 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{m0-4})]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- $P_0$  est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « M ZERO » ;
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois « M ZERO » ( $I_{m0-4}$ ) ;
- au numérateur, figure la valeur de ce même indice à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations ( $I_{m-4}$ ).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à  $P_0$  arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

### 5.3 - Modalités de règlement

#### 5.3.1 - Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'acheteur retient l'option A et fixe le taux d'avance. Ainsi, le montant de l'avance est fixé à 5% (cinq pour cent).

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le versement de l'avance et son remboursement sont effectués conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-18 du Code de la commande publique.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

### 5.3.2 - Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions définies au présent article.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

<b>Mission du titulaire</b>	<b>Date d'exigibilité</b>
Intervention initiale	100% à la remise des documents demandés à l'article <a href="#">4.1.1</a> .
Intervention en phase APS	80 % au prorata temporis de l'avancement des études selon périodicité mensuelle 20 % à la remise des documents demandés à l'article <a href="#">4.1.2</a> .
Intervention en phase APD	80 % au prorata temporis de l'avancement des études selon périodicité mensuelle 20 % à la remise des version finalisés des documents demandés à l'article <a href="#">4.1.3</a> .
Intervention en phase PRO-DCE	80 % au prorata temporis de l'avancement des études selon périodicité mensuelle 20 % à la remise des documents demandés à l'article <a href="#">4.1.4</a> .
Intervention en phase ACT	100% au prorata des montants des projets de marchés de travaux analysés ( <a href="#">article 4.1.5</a> ).
Intervention en phase DET/AOR et fin de mission	100% au prorata temporis d'avancement des travaux selon le planning d'exécution ( <a href="#">article 4.2.1</a> ) 20% à la remise des documents demandés à l'article <a href="#">4.2.2</a>

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

#### Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-PI.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

#### Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à [l'article 5.2.5](#) ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé au R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les factures doivent être transmises via le portail CHORUS PRO accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, qui prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n°3 du présent CCP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Pour permettre le versement automatique des décomptes de EDIFLEX vers CHORUS ainsi que leur paiement, le titulaire doit renseigner son login et le mot de passe du compte technique CHORUS dans EDIFLEX ainsi que ceux des sous-traitants du marché qu'il s'engage à récupérer lors de la déclaration des sous-traitants (DC4). L'annexe n°3 au CCP précise les modalités d'utilisation de l'interface entre EDIFLEX et CHORUS.

### 5.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur, le décompte final du marché accompagné de sa demande de paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jours calendaires** pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé au R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

## ARTICLE 6 - ARRÊT DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux [articles 4.1 à et 4.2](#) du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 8.2 du présent CCP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

## ARTICLE 7 - RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

### **7.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à **4%** (quatre pour cent).

### **7.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de **5%** (cinq pour cent). Le pourcentage d'abattement est fixé à **10%** (dix pour cent), si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à **7 jours** à dater de la réception de la mise en demeure.

### **7.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques**

En application de l'article 27 du CCAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

## **ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI**

### **8.1 Durée du marché**

La tranche ferme du marché prend effet à compter de la date de notification du marché au titulaire et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au titulaire au titre de la tranche ferme.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle de la tranche ferme est estimée à 9 mois à compter de la notification du marché.

La tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification au titulaire de la décision d'affermissement correspondante et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au titulaire au titre de la tranche optionnelle dans les conditions définies à l'article 9 du CCP.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle de la tranche optionnelle est estimée à 29 mois à compter de la notification au titulaire de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

### **8.2 – Délais d'exécution des prestations**

Les délais dont le CSPS dispose pour remettre son rapport, à compter de la réception des documents correspondants, sont les suivants :



<b>Elément de mission</b>	<b>Délai</b>	<b>A compter de</b>
Intervention initiale	2 semaines	Notification du marché
Intervention en phase APS	2 semaines	Remise du dossier APS du Maître d'œuvre
Intervention en phase APD	2 semaines	Remise du dossier APD du Maître d'œuvre
Intervention en phase PRO-DCE	2 semaines	Remise du dossier PRO – DCE du maître d'œuvre
Intervention en phase ACT	2 semaines	Transmission des offres des entreprises
Intervention en phase DET/AOR	Les délais, variables selon les documents, sont indiqués aux articles 3 et 4 du CCP	Voir articles 3 et 4 du CCP
Fin de mission	2 semaines	Réception des ouvrages

Par dérogation à l'article 3.2.4 du C.C.A.G.-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant.

#### Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire :

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise l'acheteur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition sur la base des prix correspondant indiqués dans la DPGF, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par l'acheteur.

Le montant de cette proposition accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux DET/AOR (défini par la division du montant correspondant indiqué dans la DPGF par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe n°2 du présent CCP multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de 3 mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec l'acheteur, un avenant au présent marché est établi.

### **8.3 - Prolongation du délai d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations objet du marché étant liés aux délais d'exécution des travaux, par dérogation à l'article 13.3. du CCAG-PI, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai global du marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

### **8.4 – Pénalités**

#### **8.4.1 – Généralités**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités définies au présent article.

Toutes les pénalités issues des articles 8.4.2 à 8.4.4 du présent CCP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

#### 8.4.2 – Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

- **100€ HT** pour les rapports d'examen et documents relatifs à chaque phase de conception ;
- **100€ HT** par document en phase de réalisation des ouvrages.

#### 8.4.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite de l'acheteur, le titulaire produira les documents visés à [l'article 1.10](#) du présent CCP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité de **100€ HT par jour calendaire de retard** sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans sa demande.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

#### 8.4.4 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux

Conformément à [l'article 10.2](#) du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **100€ HT par jour calendaire de retard.**

### ARTICLE 9 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement des missions du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Cette décision ne pourra être établie qu'après :

- remise à l'acheteur du plan général de coordination (PGCSPS) dans les conditions prévues aux articles R. 4532-51 à -55 du Code du travail,
- remise à l'acheteur du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), dans les conditions prévues aux articles R. 4532-95 à -98 du Code du travail, et à [l'article 3.10](#) du CCP,

- remise à l'acheteur d'une copie certifiée conforme par le titulaire du registre-journal. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le titulaire en conserve l'original pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage,
- remise des comptes-rendus du collège interentreprises de sécurité et santé (CISSCT).

La non remise de ces documents dans le délai de deux mois à compter de la dernière réception des travaux, fait courir les pénalités prévues à [l'article 8.4.2](#) du présent CCAP.

## **ARTICLE 10 - CLAUSES DIVERSES**

### **10.1 - Cautionnement - Retenue de garantie**

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### **10.2 - Assurances**

#### 10.2.1 - Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance des prestations objet du présent marché.

#### 10.2.2 - Assurance complémentaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par l'acheteur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

#### 10.2.3 - Justification

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre à l'acheteur une attestation d'assurance émise par son assureur et justifiant :

- que les polices d'assurance que le titulaire a souscrites s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des prestations objet du présent marché,
- que le titulaire est à jour du paiement de ses primes.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à [l'article 8.4.4](#) du présent CCP.

## **ARTICLE 11 - UTILISATION DES RÉSULTATS**

L'utilisation des résultats est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 6 (articles 32 à 35) du CCAG-PI, lequel définit la notion de résultats ainsi que le régime applicable à ces résultats.

Conformément à l'article 35.1.2 du CCAG-PI, il est précisé que l'ensemble des résultats de la présente mission ont un caractère confidentiel et font donc l'objet d'une cession à titre exclusif, telle qu'énoncée à l'article 35.2.1, 3° du CCAG-PI.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux du droit d'auteur afférents aux résultats pour les finalités et besoins d'utilisation ci-après définis. Cette cession couvre les résultats à compter de leur réception pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

L'acheteur dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché, notamment en vue de la réalisation des travaux objet de l'opération.

Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Une fois les résultats transmis par le titulaire, l'acheteur ne peut en aucun cas modifier, adapter ou transformer ces documents.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité.

Les résultats ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout tiers au marché (hors obligation légale de transmission des documents auquel il est soumis), le titulaire doit préalablement en informer l'acheteur et obtenir son accord express.

Le prix de la cession de droits est forfaitairement compris dans le prix global et forfaitaire du marché.

## **ARTICLE 12 - OBLIGATION DE DISCRÉTION**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

## **ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES LITIGES**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

## **ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES**

### **14.1 - Le traitement des données essentielles du marché public**

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics.

#### **14.2 - Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles**

Dès lors que l'identification du titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 14.1 du présent CCP.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché, sur le profil acheteur, à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le titulaire bénéficie du droit de demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le titulaire peut s'adresser au Délégué à la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

#### **ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.